

Compte rendu

Ouvrage recensé :

BARRY, Donald et Ronald C. KEITH (dir.). *Regionalism, Multilateralism and the Politics of Global Trade*. Vancouver, UBC Press, 1999, 302 p.

par Érick Duchesne

Études internationales, vol. 32, n° 2, 2001, p. 360-363.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704291ar>

DOI: 10.7202/704291ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Le dernier chapitre se rapporte aux autres missions de la BCE, dont celle concernant les politiques de change. La faiblesse de l'euro par rapport au dollar, qui a accompagné l'avènement du nouveau millénaire, fait deviner l'importance que peut occuper cette mission. À celle-ci s'ajoute un contrôle prudentiel dont l'objectif est de protéger les déposants et d'éviter les risques systématiques.

Étant donné la faible expérience de la BCE, il reste à souhaiter une mise à jour de cet ouvrage dans cinq ans avec une appréciation critique des stratégies mises en place. En attendant, le lecteur se voit offrir un ouvrage de référence susceptible de répondre à ses premières interrogations.

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada*

Regionalism, Multilateralism and the Politics of Global Trade.

BARRY, Donald et Ronald C. KEITH
(dir.). Vancouver, UBC Press, 1999,
302 p.

Je m'attendais, à la lecture de cet ouvrage collectif, à un autre débat terne sur les mérites et dangers de la régionalisation des marchés économiques. Encore une fois, j'appréhendais un dialogue de sourds opposant ceux qui affirment que le régionalisme érode les progrès récents de mondialisation du commerce à travers les rondes subséquentes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) à ceux qui, au contraire, prétendent que les accords régionaux ont donné un nouveau souffle à la libéralisation multilatérale du commerce et des finances interna-

tionales. Je dois admettre mon erreur de jugement en trouvant très rafraîchissante la perspective d'experts canadiens sur le sujet.

L'organisation du volume est superbe. Je ne peux m'empêcher d'utiliser mon jargon de spécialiste en économie politique internationale pour déclarer que l'« avantage comparatif » de cet ouvrage réside dans son équilibre entre la couverture de débats théoriques d'importance et une attention minutieuse aux détails empiriques. Plus précisément, l'introduction, les trois premiers chapitres et la conclusion analysent les liens entre deux forces à première vue centrifuges : la croissance de l'interdépendance économique et l'explosion, surtout depuis la fin de la guerre froide, des ententes de coopération économique régionales. Les chapitres 4 à 6 examinent la dynamique interne des mouvements de régionalisation du commerce, alors que les trois chapitres qui suivent explorent les interactions entre les divers blocs économiques. Enfin, les trois derniers chapitres situent la place du Canada dans cette « nouvelle économie mondiale ».

La préface de l'ancien Premier ministre canadien, Joe Clark, donne le ton au reste du volume. Il y affirme que la mondialisation des marchés résulte en une nécessité accrue pour le gouvernement canadien de fonder sa politique étrangère sur un effort de coopération qui reconnaît et respecte les différences identitaires entre partenaires commerciaux. Si j'avais un quelconque doute sur la nécessité d'écrire un autre volume concernant l'impact de la régionalisation des marchés sur les efforts multilatéraux de libéralisation économique, l'ex-

cellent chapitre de Michael Hart sur le sujet a su atténuer ma réticence. En fait, son analyse des principaux thèmes liés à la formation d'accords régionaux de commerce et ses recommandations sur les façons dont on peut concilier le « régionalisme » et le « multilatéralisme » valent le prix du volume à elles seules. Je regrette toutefois qu'il ne soit pas allé jusqu'à recommander que les principaux blocs régionaux de commerce (tels que l'ALENA et l'Union européenne, sinon l'APEC) soient reconnus comme des partenaires officiels de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'agirait là d'un pas majeur en direction de la résolution du problème d'action collective au sein de l'OMC et une façon originale de contrer l'érection de « forteresses commerciales ». Dans un chapitre tout aussi intéressant, Gilbert Winham démontre une connaissance hors pair des règles de fonctionnement des organisations de commerce international en comparant l'ALENA à l'OMC en termes de leur habileté à accroître la libéralisation des marchés. Il conclut que les deux organisations sont des régimes internationaux très efficaces, mais que le succès de l'OMC relève de son énorme potentiel, alors que celui de l'ALENA est dû à son existence même. Au chapitre suivant, William Coleman et Anthony Perl s'attaquent à un autre mythe relié à la régionalisation et à la mondialisation du commerce. Bien qu'ils reconnaissent que la réconciliation de la légitimité démocratique avec des politiques globales sera un des défis majeurs du vingt et unième siècle, ils affirment qu'il ne faut tout de même pas sonner le glas de l'Étation comme élément fondamental du système Westphalien. Au contraire,

ils arguent qu'avec la prolifération des acteurs non étatiques au niveau international, le rôle de coordination des politiques économiques entre leaders étatiques internationaux est plus important que jamais auparavant.

Dans le premier chapitre de la section consacrée au dynamisme des associations régionales de commerce, Charles Pentland indique que les renforcements de l'intégration européenne depuis le début des années quatre-vingt-dix reposent sur une base solide et que l'Union européenne continuera son évolution vers une plus grande assimilation commerciale et politique tout en relevant de nouveaux défis. Quant à lui, Robert McCleery soumet deux scénarios concernant l'expansion du régionalisme dans les Amériques. D'une part, les Américains continueront dans la foulée de l'ALENA et ajouteront progressivement des partenaires de libre-échange à cette organisation. D'autre part, si cette première stratégie s'avère futile due aux hésitations des instances législatives américaines, le Brésil prendra les commandes et sera une force majeure dans l'extension du libre-échange en Amérique du Sud. Si tel est le cas, les Américains n'auront d'autre choix que de favoriser une approche multilatérale de libéralisation du commerce dans les Amériques, même s'il n'est pas avantageux pour eux de poursuivre cette voie. Dans le chapitre le plus théorique de cet ouvrage, Steve Chan utilise les indicateurs d'interdépendance économique d'Albert Hirschman pour démontrer que, bien que le Japon et les États-Unis soient toujours les plus importants membres de la zone de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), leur importance

relative a fait place à une présence accrue des nouveaux États industriels de la région.

Dans le premier des chapitres traitant des relations économiques entre les blocs régionaux, Carolyn Rhodes démontre que les relations transatlantiques sont de plus en plus marquées par une interdépendance économique ainsi que, d'une façon plus déterminante, un rapport de force égal entre Américains et Européens. En conséquence, les progrès multilatéraux ne dépendent plus seulement du leadership américain, mais désormais de la conjonction des efforts de l'axe transatlantique. Il s'agit là d'une bonne nouvelle pour les négociateurs canadiens, car lorsque les intérêts des Américains divergent de ceux des Européens, ceux-ci peuvent s'aligner sur la politique, soit américaine ou européenne, qui favorise la position canadienne. Pour sa part, Charles Morrison dénote que, puisque les Américains et les gouvernements asiatiques ont une vision différente du rôle de l'APEC, il est improbable que cette organisation se transforme en un bloc monolithique de commerce, mais l'APEC parvient tout de même à mettre à l'ordre du jour international le renforcement des standards de libéralisation du commerce mondial. Enfin, Richard Higgott indique que, malgré des liens formels ténus entre l'Europe et l'Asie, un dialogue inter-régional stable peut mener à des gains économiques réels.

Tom Keating introduit la dernière section de l'ouvrage collectif avec une discussion générale de l'engagement du Canada dans les organisations régionales. Il conclut que la participation canadienne dans les accords

régionaux ne va pas à l'encontre de l'idéal traditionnel canadien d'une poursuite de libéralisation multilatérale du commerce, mais vient plutôt renforcer cet idéal puisque les négociateurs canadiens utilisent ces organisations régionales pour établir un plus haut niveau de support pour les associations multilatérales. Ronald Keith et Patricia Maclachlan défendent cette thèse dans leur examen de l'évolution des rapports économiques entre le Canada et les pays asiatiques. Pour sa part, Dennis Stairs stipule que, malgré un effort constant du gouvernement canadien pour accroître ses échanges commerciaux et financiers avec l'Europe, cette relation est toujours teintée par l'ombre de l'influence américaine. Je m'étonne donc, à la lumière de la forte dépendance commerciale canadienne à l'endroit de son voisin américain, que les éditeurs de cet ouvrage collectif aient omis d'inclure un chapitre sur les relations économiques entre les deux partenaires nord-américains. Peut-être se sont-ils inspirés du livre blanc du gouvernement libéral du début des années soixante-dix qui lança la politique de troisième option. Si tel est le cas, gardons les yeux ouverts pour un article par Barry et Keith dans *International Journal* sur les rapports économiques nord-américains, tel que le fit Mitchell Sharp il y a de cela près de trente ans. En conclusion, Charles Doran explore divers canevas de commerce international et suggère que le scénario le plus plausible est celui d'une compétition entre organisations régionales et multilatérales pour attirer l'attention et le support de gouvernements nationaux.

Bien que ceux qui ont contribué à cet ouvrage ne soient pas tous d'ori-

gine canadienne, ce livre démontre qu'il existe au Canada des experts qui ont une connaissance parfaite de sujets reliés au commerce international. Je recommande donc la lecture de ce volume à tous ceux qui s'intéressent à l'économie politique internationale en général, et plus particulièrement à ceux qui se demandent quelle est la place du Canada dans cette « nouvelle économie politique internationale ».

Érick DUCHESNE

*Département de science politique
State University of New York, Buffalo
États-Unis*

L'échange international.

BENAROYA, François et Jean-Pierre
LANDAU. Paris, Presses Universitaires
de France, coll. « Que sais-je ? », 1999,
127 p.

Rédigé à deux mains, cet ouvrage vise à exposer dans une version pédagogique, le style de la collection oblige, les enseignements des théories de l'échange international en relation avec les préoccupations de l'opinion publique. En effet, si le processus de mondialisation suscite des craintes et des peurs – comme les délocalisations, le nivellement des salaires vers le bas face à la concurrence des pays émergents, la compétition dans certains secteurs de haute technologie –, la théorie économique montre qu'elles sont loin d'être toujours justifiées. Pour autant, cela ne suffit pas à dissiper ces craintes, dans la mesure où, comme le soulignent les auteurs, la théorie est « parfois présentée de manière univoque dans ses conclusions et exagérément technique dans ses démonstrations ». La propagation de la théorie « pop » du commerce international selon l'expression de

Paul Krugman (allusion faite à une pseudo théorie où il utilise « pop » pour populaire au sens péjoratif. Cf. Paul Krugman, *La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre-échange*, Paris, Éditions La Découverte, 1998) semble traduire à cet égard, une incompréhension réciproque entre le spécialiste et le citoyen, incompréhension à laquelle les auteurs tentent de remédier. Ils font découvrir au lecteur les enseignements des différents modèles explicatifs, tout en soulignant leurs limites, pour aboutir à des conclusions nuancées en rapport avec les craintes de l'opinion publique vis-à-vis de la mondialisation.

La progression de l'analyse s'effectue en trois temps. Tout d'abord, l'exposé des théories de l'échange international qui occupe plus de la moitié du volume, jette les bases d'une réflexion pertinente sur les effets du commerce international en termes de bien-être. Ensuite, les politiques commerciales traitées dans la deuxième partie viennent enrichir la compréhension du phénomène, en introduisant les États comme acteur dans le raisonnement. Enfin, dans un dernier temps, l'analyse des interactions entre les échanges, l'investissement et l'emploi, apporte des éléments de réponse aux préoccupations de l'opinion publique suscitées par les délocalisations et la dégradation des conditions de l'emploi non qualifié.

L'exposé des modèles théoriques effectué dans la première partie s'inscrit dans la perspective de fournir des éclairages pertinents aux interrogations et aux craintes de l'opinion publique des pays développés que les auteurs résument en quatre points :